

L'INTERDÉPENDANCE

Le rapport du club de Rome

(Reshaping the International Order) énumère cinq champs d'interdépendance qui correspondent à cinq crises majeures de notre époque:

- 1) la crise de l'énergie: elle force les pays industrialisés à négocier mais elle se répercute durement sur les pays les plus pauvres;
- 2) la crise alimentaire: dans les pays les moins avancés, la croissance rapide de la population dépasse l'augmentation de la production agricole;
- 3) la crise de l'environnement: elle n'est pas limitée aux régions industrialisées, car la pollution de l'eau, de l'air ou de la haute atmosphère se transmet d'une zone à l'autre;
- 4) l'usage des ressources: dans un monde gouverné par les prix du marché, le Sud se trouve perdant, tandis que l'accès continu à des ressources de haute qualité pose au Nord de sérieux problèmes économiques;
- 5) la dépendance technologique: le Nord échange sa technologie pour les matières premières du Sud, mais cette technologie ne répond pas aux besoins de développement de pays où abonde la main-d'œuvre non spécialisée.

tés dans l'inégalité et à leur sacralisation, le christianisme, et plus largement la tradition abrahamique, se situe dans l'histoire, quelles qu'en aient été les aberrations, les distorsions ou les perversions, comme un mouvement dont la vérité première, avec la reconnaissance de Dieu comme Dieu, est la prise de conscience que l'homme est, collecti-

Si Dieu est Dieu, tout homme est homme.

L'espérance qui nous soulève et nous mobilise n'est pas seulement l'espérance de la vie bienheureuse. C'est ici et maintenant que Dieu nous appelle à nous faire exister, collectivement, car nous n'existons qu'en société, à son image et ressemblance et en communion avec lui, mais nous ne sommes en communion avec lui qu'à la mesure de notre communion fraternelle. Celle-ci est à construire. Elle est une tâche collective qui passe par l'organisation de nos rapports de telles manières que tous aient la possibilité de vivre humainement, en fils de Dieu.

C'est l'avenir de l'humanité qui est en question dans l'organisation du monde plus encore que dans la prévention de la guerre qui pourrait conduire au suicide collectif. Cet avenir de l'humanité est l'enjeu de la foi. Dieu ne sera reconnu comme Dieu que là où l'homme aura la possibilité d'être homme. Si Dieu est Dieu en effet tout homme est un homme.

Nous sommes ainsi conduits, bon gré mal gré à une *pratique politique de la foi*, c'est-à-dire à une pratique de la foi soucieuse de ses effets dans l'histoire en train de se faire.

Paradoxalement, c'est l'Eglise comme telle, communauté de ceux qui croient en Jésus-Christ et qui s'organisent pour exister socialement, qui est appelée à devenir un des acteurs collectifs de cette transformation du monde dont chaque jour qui passe montre mieux la nécessité.

L'instauration d'un nouvel ordre économique international, démarche politique s'il en est puisqu'il s'agit de restructurer tous les rapports qui constituent la vie collective, devient ainsi un des critères de la vérité de la foi et de la conversion à Dieu qui en est la porte d'entrée et la pratique toujours à reprendre. Pour être en relation vraie à Dieu il nous faut construire entre nous des rapports qui permettent à tous d'être nos frères.

Cette rentrée en scène de l'Eglise dans la vie internationale ne risque pas de conduire à une nouvelle chrétienté, comme certains pourraient le craindre. La critique radicale de la chrétienté demeure en effet la condition de l'accès à la Parole de Dieu qui confie le monde à l'homme en l'appelant à se faire exister à l'image et ressemblance de Dieu. Plus radicalement que sa négation, la reconnaissance de Dieu appelle l'homme à créer un monde habitable, tâche politique s'il en est, nous n'avons pas fini de le découvrir.

vement et solidairement, l'acteur de son histoire. Un, comme il l'est dit en Adam, et comme Paul le dit plus clairement encore à propos du Christ en qui il dit que nous sommes tous un seul sujet, un seul fils de Dieu mais aussi un seul acteur de notre histoire, l'homme, l'humanité, se trouve devant la tâche qui est la sienne: organiser la nature et sa propre vie collective de telle manière que la vie soit possible pour tous. C'est bien l'objet de la politique qui doit tendre à être une pratique de construction de la société et non un débat d'idées ou une guerre de religions comme elle tend à le devenir tant que n'est pas maîtrisée la tendance à se fabriquer des dieux.

Pour la tradition judéo-chrétienne deux attitudes sont identiquement incompatibles avec la reconnaissance de Dieu comme Dieu: l'idolâtrie et le consentement à l'injustice. Mais plus radicalement encore, est incompatible avec la reconnaissance de Dieu comme Dieu la sacralisation d'une organisation sociale qui produit l'injustice en laissant jouer l'inertie qui conduit à l'inégalité croissante. Plus radicalement qu'une utopie égalitaire la tradition judéo-chrétienne a comme axe une *pratique anti-inégalitaire*.

Qu'il n'en ait pas été ainsi pendant des siècles ne change rien aux évidences qui structurent la mémoire collective, même si cette mémoire s'était perdue.

LA COMMISSION TRILATÉRALE

et la nouvelle stratégie internationale des pays capitalistes développés

Pendant toute la durée de la conférence de Puebla (III^e Conférence de l'épiscopat latino-américain), un groupe de théologiens et de spécialistes des sciences sociales a préparé des documents de travail à l'intention des évêques. Il s'agit de résumés et de synthèses dépouillés de tout appareil scientifique, mais qui font le point sur un sujet controversé. Pour évaluer la Trilatérale du point de vue du "Sud", nous avons traduit ce texte, publié en espagnol – avec tous les textes de ce groupe de travail – dans *Para entender America latina* (CEASPA, Panama, 1979).

Depuis la fin des années soixante, le système capitaliste international traverse une période de crise et de restructuration: la conjoncture devient particulièrement difficile à un triple niveau.

La conjoncture (1)

A) Sur le plan international, on remet en question, pour les renégocier, l'ensemble des institutions et des mécanismes mis en place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ces instances visaient à garantir l'hégémonie nord-américaine au sein du monde occidental et à coordonner l'action concertée des pays capitalistes développés face aux "défis communs" que représentaient pour eux leurs rapports avec le Tiers-monde et avec les pays socialistes.

B) Sur le plan économique, au niveau de chaque pays comme à l'échelle internationale, le système affronte durant cette période la pire dépression depuis la "Grande crise" de 1929.

C) Sur la scène politique intérieure, les nations du premier monde se trouvent affrontées à des problèmes aigus, voire à de véritables crises morales, qui poussent l'opinion publique à s'interroger sur la légitimité même de l'Etat. Au premier plan des préoccupations de leurs classes dominantes s'impose l'urgence de restaurer le consensus national. Tout ceci est étroitement relié à des événements d'ordre international comme la déroute des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique ou les révélations sur les activités de la CIA au Chili, incidents qui témoignent d'une perte croissante de la compétence (2) idéologique internationale des puissances occidentales.

C'est alors que quelques représentants des classes dirigeantes des pays capitalistes mettent au point une série de Projets grâce auxquels ils espèrent désamorcer la situation

critique où s'enlise le système. La conjonction des trois crises que nous venons d'évoquer menace particulièrement les secteurs économiques qui dépendent d'un marché international "libre et ouvert": on craint en effet que finissent par s'imposer des tendances nationalistes et protectionnistes. C'est dans ce contexte qu'on prépare l'un des projets les plus articulés de "relance de l'ordre international": la Commission Trilatérale.

Relancer l'ordre international

En 1973, pour faire face à la crise, David Rockefeller chargeait Zbigniew Brzezinski, alors professeur à l'Université Columbia, de convoquer un groupe d'environ deux cents "personnalités" des Etats-Unis, d'Europe occidentale et du Japon, dans le but d'élaborer les grandes lignes d'une stratégie commune. La Commission trilatérale est donc formée de représentants des centres les plus importants du pouvoir économique, financier, politique et même idéologique des principaux pays capitalistes. A partir des dix-sept dossiers rédigés par les ateliers de travail et discutés par l'ensemble de la Commission, la Trilatérale s'est constituée en une sorte "d'organisme intellectuel collectif" qui représente les secteurs les plus "transnationalisés" du système capitaliste international. La "stratégie trilatérale", qui se dégage de ces documents, constitue sans aucun doute l'une des expressions les plus cohérentes des intérêts des classes dirigeantes dans chacun des pays du système capitaliste, surtout dans leurs secteurs les plus internationalisés. Par ailleurs, à commencer par le président Carter, les seize prin-

1. Les sous-titres sont de la rédaction.
2. Empruntée au vocabulaire de la linguistique et de la sémiologie, la notion de "compétence idéologique" veut signifier la capacité de convaincre, de faire partager des convictions, de "vendre" un sens. (N.D.L.R.)

En 1972, au terme d'une réunion du club du Bilderberg (qui réunissait depuis une vingtaine d'années un groupe sélect de personnalités atlantiques), David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, fut chargé d'inviter des participants japonais. En juillet 1973 se tenait la première réunion de la Commission trilatérale, sorte d'aréopage futuriste, regroupant des représentants de l'élite politique, économique, financière et même syndicale des Etats-Unis, de l'Europe de l'ouest et du Japon.

L'année dernière, la liste des membres comptait environ 250 noms, auxquels il convient d'ajouter les anciens membres qui exercent actuellement des fonctions officielles (entre autres, une quinzaine de personnalités de l'administration Carter). La délégation canadienne est dirigée par Mitchell Sharp, ancien ministre du gouvernement fédéral; on y retrouve MM. Michel Bélanger, Claude Castonguay et Jean-Luc

Pépin.

Organisme d'études, centre de concertation, foyer de contacts informels, instrument de formation pour des équipes gouvernementales, la Commission étudie et publie des documents de travail, les "Triangle Papers". Parmi la vingtaine de rapports parus (ou annoncés), on trouve abordés des problèmes économiques (N. 20 "les Exportateurs de pétrole et le système international"), des questions de relations internationales (N. 16 sur les relations Est-Ouest), des dossiers politiques (N. 8 "Crise de la démocratie", N. 18 sur les relations syndicats-patronat-gouvernement-société).

Pour une étude passionnée mais abondamment documentée du fonctionnement, de la doctrine et de la stratégie de la Trilatérale, on pourra utiliser le dernier volume de Pierre Vallières, *La démocratie ingouvernable* (Montréal, Ed. Québec/Amérique, 230 pages).

cipaux responsables de l'actuelle politique extérieure des Etats-Unis ont été membres de la Commission.

A la base de la "stratégie trilatérale", un effort soutenu pour renouer les alliances entre les classes dominantes des divers pays capitalistes. Ces ententes sont en effet la condition nécessaire pour qu'on puisse entreprendre de renégocier l'hégémonie à l'intérieur du système et pour que ces groupes d'intérêt puissent à nouveau, dans une action coordonnée, affronter leurs "ennemis communs", chez eux et à l'étranger. Voici d'ailleurs les principes fondamentaux de cette stratégie.

A) Négocier un plus grand partage du "leadership commun" de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis: cet accord permettrait aux trois blocs d'exercer à nouveau leur domination sur les pays du reste du système.

B) Diviser le Tiers-monde. Pour ce, on isole du reste de la "périphérie" les pays "influent, modérés et responsables", plus utiles à la stratégie d'ensemble pour des raisons de sécurité ou de ressources en énergie et en matières premières.

C) Pour réaliser les deux points précédents, on développe une rhétorique de l'interdépendance, destinée à camoufler la domination nord-américaine et à la rendre plus tolérable pour les alliés et la périphérie.

D) Pour ce qui est du conflit avec les pays socialistes, on tente de recycler l'idée qu'il n'implique pas seulement les deux super-puissances, mais bien deux systèmes économiques et sociaux foncièrement distincts. De la sorte, on met l'accent sur les intérêts communs aux classes dirigeantes du système afin qu'en présentant leurs revendications elles tiennent compte des limites de tolérance qu'imposent à l'ensemble du système la présence et l'action d'ennemis communs.

Prospectives

Cette stratégie porterait un rude coup à l'Amérique latine, aux intérêts de ses classes populaires et à la possibilité d'un essor économique un peu autonome et indépendant, dans l'hypothèse du moins où l'on continuerait de s'en remettre à des stratégies de développement de type capitaliste. Voyons les répercussions majeures qu'aurait la stratégie trilatérale sur la vie politique et économique du continent latino-américain.

1) Même face à des projets réformistes tendant à diversifier, dans une certaine mesure, la dépendance politique et économique de l'Amérique latine, le plan de la Trilatérale

visera à restreindre le plus possible les variations et les options au sein du modèle capitaliste.

2) Le continent sera divisé en fonction d'une nouvelle répartition internationale du travail au nom de modèles de "développement" fondés sur l'intervention du capital transnational: dans la logique de ce programme, les pays latino-américains ne produiront pas seulement pour répondre aux besoins de leur marché intérieur mais pour satisfaire la demande internationale. Ceci implique que les bourgeoisies latino-américaines acceptent les règles du jeu de l'économie capitaliste internationale "libre et ouverte"... et leurs conséquences:

a) pour ce qui concerne les classes dominantes des pays d'Amérique latine, le processus de "dénationalisation" des entreprises s'accentuera encore, en même temps qu'on assistera au démantèlement des structures industrielles nationales mises en place par les politiques protectionnistes de l'après-guerre.

b) quant aux travailleurs, l'incorporation de certaines économies latino-américaines à ce plan de division internationale du travail suppose le maintien des salaires à un niveau très bas. En effet, si certaines nations deviennent exportatrices de produits manufacturés, produits chez elles par des entreprises transnationales, c'est à la condition de continuer d'offrir une main-d'œuvre à bon marché; ce moyen de réduire les coûts de production est en effet le seul atout qui les rende concurrentielles, et donc intéressantes, pour le capital international.

3) Le résultat de pareil modèle de développement ne peut être qu'une polarisation sociale de plus en plus forte. Car en même temps que de petites minorités conservent des niveaux de revenus et des modes de consommation comparables à ceux du Centre du système, puisque leur demande est satisfaite par la production des multinationales "pour le marché interne", les masses sont incorporées à l'armée de réserve du capitalisme développé et consacrées à la production "pour le marché mondial", qui se réduit en pratique à celui des pays industrialisés. (3)

3. Le groupe de travail de spécialistes en sciences sociales tient à renvoyer ses lecteurs à des ouvrages plus détaillés, auxquels ont d'ailleurs collaboré certains membres du groupe: *La Comisión Trilateral y la coordinación de Políticas del mundo capitalista*, publié par le CIDE, 1978, Mexico, 473 pp. *Carter y la Lógica del Imperialismo*, publié sous la direction de Hugo Assman par DEI-EDUCA, Costa Rica (2 vol. de 780 pp.).

SITUATION CRITIQUE DES PAYS MOINS AVANCÉS

par Ernst Verdieu

Ernst Verdieu, du Centre d'Education et de Coopération Internationale, expose la situation économique des "pays moins avancés", pauvres entre les pauvres, et examine les politiques des nations du "Nord" à leur égard.

Des contrastes

Quand on parle, aux Nations unies, des "pays moins avancés" (PMA), on entend désigner une trentaine d'états, identifiés par des résolutions expresses de l'Assemblée générale adoptées depuis décembre 1971. Si l'on excepte les Iles Samoa (Océanie) et Haïti, ces pays se trouvent en Afrique (20) et en Asie (8). Les plus importants, en termes de population, sont le Bangladesh (plus de 80 millions d'habitants), l'Éthiopie (près de 30 millions), l'Ouganda, le Népal, la Tanzanie, le Soudan et l'Afghanistan (de 10 à 20 millions d'habitants chacun).

Une situation critique — Ils se caractérisent par le niveau extrêmement faible du revenu moyen par habitant (\$139 par année), par la forte proportion de leur population concentrée dans le secteur de la production agricole (80% de la main d'œuvre totale), par la faible productivité de l'agriculture et la mise en valeur très limitée des ressources naturelles, par une industrialisation embryonnaire, par le bas niveau des exportations par habitant, par une infrastructure institutionnelle et matérielle très insuffisante (dans l'administration, l'enseignement, la santé, le logement, les transports et communications, etc.), sans parler de conditions climatiques et géographiques défavorables (absence de littoral, sécheresses, désertification, fréquence des cyclones ou des inondations). (1)

Pour se faire une idée de l'écart que dessinent ces statistiques, rappelons seulement que le revenu moyen dans les pays industrialisés est au moins quarante fois plus élevé (\$6 200) et que le revenu moyen du citoyen canadien

est évalué à plus de \$7 500. (2) Quant à celui de l'ensemble des pays en développement, il est de \$505 par habitant, soit plus du triple de celui des PMA. Cette situation a amené certains observateurs à évoquer la formation potentielle d'un *Quart-monde*, végétant au-dessous du niveau de subsistance...

La faible productivité agricole de ces pays ne met pas en cause, est-il besoin de le souligner, le courage des paysans des PMA. Outre la répartition de la main d'œuvre, d'autres facteurs de production (mécanisation, engrais, technique, crédit...) font défaut. Mais ce qui assombrit encore les perspectives économiques, c'est que dans une vingtaine de ces pays, l'augmentation de la production alimentaire n'arrive pas à correspondre à l'augmentation de la population. Cela signifie en clair qu'à partir d'une situation déjà très défavorable, le sort de la population des pays dits les plus pauvres va en empirant, s'ils ne doivent compter que sur leur production autonome.

1. Ces caractéristiques ont été retenues par les experts du groupe de travail des Nations unies sur le commerce des pays moins avancés; leur étude a servi à préparer la Conférence de Manille (CNUCED V). Cf. CNUCED TD/B/735, Nations unies, 1979.
2. Ces chiffres approximatifs s'inspirent du Rapport sur le développement dans le monde, publié en 1978 par la Banque Mondiale. Il faut encore les interpréter. En effet, le revenu par habitant, tout en étant commode pour tracer une image globale de la situation d'un pays, n'est en fait qu'une fiction: à l'intérieur de chaque pays, la répartition des riches-

L'apport international et celui du Canada

Depuis plusieurs années déjà la Communauté internationale se préoccupe — au moins verbalement — du sort des pays considérés comme les plus pauvres parmi les pauvres. On peut citer, entre autres, les mesures détaillées prévues déjà à la CNUCED III (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en 1972, la demande de traitement spécial dans le programme du Nouvel Ordre Économique International (NOEI) en 1974, et plus récemment le "Nouveau programme substantiel" négocié à la CNUCED V.

Par ailleurs, on sait combien tous les diplomates se disent préoccupés par la satisfaction des besoins essentiels, par le développement au ras-du-sol, par l'éradication de la misère absolue d'ici l'an 2 000, par des programmes propres à promouvoir le développement du monde rural.

ses est inégale. Ainsi, par exemple, la Tanzanie, le Bénin, le Niger et la Somalie ont des revenus moyens par habitant assez proches: cela ne veut pas dire que la situation de la masse de la population soit la même dans les quatre pays. Par ailleurs, le Bangladesh a un revenu national qui atteint la dizaine de milliards; le revenu par tête reste insuffisant, mais certaines dépenses d'infrastructure limitée seront possibles là, qui ne le seraient pas pour un pays qui aurait un revenu "per capita" plus élevé, mais un revenu global d'à peine une dizaine de millions.